

**DÉCLARATION FNEC FP-FO**  
**COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION**  
**24 MARS 2026**  
**Académie de Bordeaux**

Monsieur le Recteur,  
Mesdames & Messieurs les membres du CSA Académique,

L'Éducation Nationale traverse une crise profonde, nous le constatons quotidiennement dans notre académie. Les arrêts maladie, les Temps Partiels pour Raison Thérapeutique et le nombre croissant de Fiches STT liées à la violence, au harcèlement, au mal-être au travail et aux conflits entre personnels, témoignent de cette situation catastrophique que nous dénonçons depuis des années, mais qui s'aggrave régulièrement. De plus en plus de collègues se retrouvent également en difficulté suite à des plaintes d'élèves et de familles pour tout et n'importe quoi. L'enseignant est devenu leur cible, parce qu'il est perçu comme la cause de toutes les difficultés qu'ils rencontrent. Tout cela, ajouté à des conditions de rémunération indignes, puisque nous avons perdu plus de 30% de pouvoir d'achat en 25 ans, entraîne inévitablement une crise du recrutement, une reproduction des inégalités sociales et un niveau scolaire en baisse... et, prétextant une dette insoutenable et une baisse démographique que propose le gouvernement ? De supprimer des emplois d'enseignants, de ne pas créer les emplois nécessaires de CPE, d'AED, d'AESH, de médecins, de chefs d'établissement et de masquer les traditionnelles opérations annuelles de redéploiement des personnels ATSS par des créations ridicules au regard des besoins.

Nous pensons par exemple à la situation des services des affaires médicales de chaque département qui ne sont plus en mesure, notamment par manque de moyens humains, de traiter dans des délais raisonnables les nombreux dossiers d'agents.

Nous pensons également aux personnels infirmiers pour qui, au nom de la noble cause nationale de la santé mentale, on daigne accorder trois postes pour toute notre académie, ce n'est même pas un par département... C'est inadmissible !

Mais quand l'État va-t-il s'occuper de la santé physique et mentale de tous ses personnels ? Il s'agit là d'une maltraitance généralisée.

Et les conséquences désastreuses sur la carrière des agents augmentent... Nous dénonçons depuis 2019 et la loi de transformation de la fonction publique que les mesures successives des LDG académiques, notamment le profilage des postes et le

recours aux contractuels, vont « tuer » la mobilité des personnels, richesse professionnelle emblématique de notre ministère. Nous y sommes aujourd'hui dans l'académie avec aucun poste proposé au mouvement des personnels administratifs de catégorie A !

Le gouvernement a donc choisi d'accentuer cette crise. C'est inadmissible ! Il s'agit là d'une maltraitance généralisée. Les choix politiques de ceux qui nous gouvernent sont en train de casser l'École publique et les services publics !

Monsieur le Recteur, avant qu'il ne soit trop tard, aidez-nous à faire entendre raison au gouvernement, les revendications de la FNEC FP-FO doivent être prises en compte immédiatement. Il doit :

- 🔊 Augmenter de 10 % la valeur du point d'indice immédiatement et ouvrir des négociations pour revoir les grilles indiciaires ;
- 🔊 Créer un statut pour les AESH et les AED avec un vrai salaire ;
- 🔊 Créer toutes les places nécessaires dans les établissements ou services médico-sociaux et abandonner sa politique de l'École inclusive qui n'est rien d'autre qu'une politique d'inclusion systématique ;
- 🔊 Maintenir les postes existants et créer tous les postes nécessaires dans le premier et le second degré : postes d'enseignants, CPE, PsyEN, AED, AESH, infirmiers, assistants sociaux et médecins scolaires ;
- 🔊 Permettre le « fléchage » des heures d'enseignement pour garantir les postes comme par exemple en latin, grec et langues vivantes à faible diffusion, mais aussi les heures de chorale ou encore les heures de mathématiques en première au lycée ou le rétablissement de la technologie en sixième...
- 🔊 Abroger les réformes du collège, des lycées généraux et technologiques, des LP ;
- 🔊 Abroger la loi de transformation de la fonction publique ;
- 🔊 Retirer le dispositif Parcoursup ;
- 🔊 Abroger la réforme des retraites ;
- 🔊 Abroger l'accord sur la PSC et sa renégociation.

Nous interviendrons au fur et à mesure du déroulé sur tous les sujets à l'ordre du jour de ce CSA Académique.

Nous vous remercions pour votre écoute.

**Pour la FNEC FP-FO**

**Olivia Queysselier, Kévin Bastien, Reynald Diranzo, Eric Mouchet.**